



La Colombie ou l'avantage comparatif de la coca

Par [Francisco E. Thoumi](#)

Mondialisation.ca, 13 août 2007

[El Dipló, no 57](#) 13 août 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

La Colombie est le plus grand cultivateur de coca illégale et le plus grand producteur de cocaïne au monde. Elle est aussi l'un des principaux fournisseurs d'héroïne du marché des États-Unis. C'est le premier ou le deuxième producteur de faux dollars états-uniens ; elle a le nombre le plus élevé d'enlèvements et d'assassinats commandités ; elle occupe la deuxième place pour le nombre d'enfants liés à la guerre et d'habitants touchés par les déplacements internes ; elle est le premier ou le deuxième pays latino-américain exportateur de prostituées, et elle a la plus grande ou deuxième plus grande guérilla marxiste du monde [les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - FARC, ndlr]. La Colombie est le plus grand producteur de passeports de la Communauté européenne et d'euros de grande qualité. Mi 2006, la police a démantelé une usine dans laquelle on falsifiait les difficiles dollars australiens. Inévitablement, dans de telles circonstances, la corruption est rampante.

Au cours des 30 dernières années, le trafic de drogues illicites a été une constante en Colombie. Cette industrie illégale a commencé avec la plantation de marijuana, et a évolué vers le traitement de la pâte de coca importée par les « cartels » de la drogue depuis la Bolivie et le Pérou. Au début des années 80 du XXe siècle, la fabrication de coca en Colombie a commencé, comme composante du processus entier de la production de la cocaïne. La culture de la feuille a fleuri pendant les années 90 et en 1999 le pays en était le plus grand cultivateur dans le monde entier. C'est au cours de la même décennie qu'a démarré la culture du pavot pour la production d'héroïne destinée au marché états-unien.

Dans la lutte que le gouvernement national a entreprise contre les narcotrafiquants, des succès partiels ont été remportés, comme la destruction partielle des cartels de la drogue. Leur réponse ne s'est pas faite attendre : au milieu des années 90, l'industrie s'est fragmentée en une multitude de groupes ou de petits trafiquants ou *cartelitos* [petits cartels, ndlr]. Ces groupes n'avaient pas la capacité de financer de puissants groupes armés pour protéger leurs intérêts et ont commencé à employer les services des groupes paramilitaires et guérilleros. Ils se sont vite rendu compte que le contrôle de l'industrie exigeait des bras armés forts. Les guérillas et les groupes paramilitaires ont, par conséquent, étendu leur contrôle territorial dans de nombreuses zones du pays où la présence de l'Etat était faible.

Les groupes paramilitaires ont surgi en réponse aux enlèvements et aux extorsions dont étaient victimes les propriétaires de la part de la guérilla, et comme une composante des cartels de la drogue qui avaient besoin de protection pour leurs investissements. Ils ont été utilisés aussi pour déplacer des paysans et pour augmenter la concentration de la propriété rurale. De la même manière, d'autres phénomènes associés à cette transformation ont eu lieu. La nouvelle constitution de 1991 a essayé de décentraliser le pouvoir politique en autorisant de grands transferts du gouvernement national vers les gouvernements locaux.

Ceci a créé un stimulant pour le contrôle territorial des groupes armés qui pouvaient profiter des « généreux » transferts.

Les territoires sous contrôle de la guérilla et des groupes paramilitaires ont permis que ceux-ci profitent du commerce illégal. Dans les zones sous leur contrôle, ils ont établi ce qu'on peut considérer comme un monopsonne (ils sont les seuls acheteurs) [1] face aux paysans cultivateurs de pavot et de coca, et un monopole (ils sont les seuls vendeurs) face aux trafiquants de drogue. Aujourd'hui, les paysans cultivateurs de coca reçoivent des prix plus bas que ceux qui prévalaient à l'époque des grands cartels.

Ces transformations dans la réalité colombienne sont allées de pair avec la croissance des guérillas, tant dans le contrôle territorial que dans sa puissance de feu, ce qui a réveillé l'intérêt de différents gouvernements pour négocier avec elles, mais sans résultats positifs. La réponse du gouvernement ne s'est pas faite attendre. Depuis 1998, il a renforcé l'armée comme mesure pour augmenter son contrôle territorial. Les Etats-Unis à travers le Plan Colombie soutient ces efforts. Sous le prétexte que les cultures illégales avaient financé les guérillas, lors des élections de 2002, le président Uribe a été élu sur la base de son programme de « mano dura » (« main de fer »), et les fumigations aériennes se sont intensifiées.

Au cours de chacune des quatre années écoulées, le gouvernement a fumigé un nombre d'hectares plus grand que celui des estimations de cultures. Les prix au détail de la cocaïne sur les principaux marchés n'ont toutefois pas augmenté. Mais ces fumigations aériennes contribuent par contre au déplacement de milliers de personnes, ce qui augmente la disponibilité de personnel pour la guerre, la dispersion des cultures sur tout le territoire national et la déforestation des forêts tropicales. Comme cela a été le cas de toutes les mauvaises politiques anti-drogue, la réponse a été de répéter toujours le même schéma.

Malgré le tableau désolant, le gouvernement d'Uribe est parvenu à certaines améliorations dans la sécurité et dans l'économie. Le développement économique s'est mis en marche bien qu'il n'ait qu'un taux de croissance proche des 5%, ce qui n'a pas d'impact significatif sur l'emploi ou sur l'amélioration des salaires réels.

Pour renforcer les acquis en matière de sécurité, le président a « négocié » un processus de paix avec les groupes paramilitaires [2], et essaie de faire de même avec la guérilla de l'Ejército de Liberación Nacional (ELN, Armée de libération nationale). Sa politique de « main de fer » contre le trafic de drogue a conduit à plus de 400 extraditions de Colombiens vers les Etats-Unis. Les membres des groupes paramilitaires ont un fort stimulant pour se réintégrer à la vie en société plutôt que d'affronter l'extradition. De fait, cela a signifié l'extradition des trafiquants de carrière alors que ceux qui contrôlent les groupes paramilitaires peuvent négocier avec le gouvernement, recherchant la légalisation de leurs richesses, la minimisation de leurs crimes, et même l'espoir d'être élus au Congrès.

Il n'y a pas de doute que la réélection de Uribe [en mai 2006, ndlr] a impliqué la poursuite de ses dernières politiques en date. Une question importante, cependant, concerne le succès que celles-ci peuvent avoir. Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'analyser les raisons pour lesquelles les drogues sont produites en Colombie et l'effet qu'elles ont dans le pays.

Pourquoi les drogues illégales sont-elles produites en Colombie ?

Le succès d'une politique anti-drogue dépend de la compréhension que l'on a du développement de l'industrie illégale des drogues. Les réponses à cette question peuvent être classées généralement en trois groupes. D'abord, on affirme que la croissance de l'industrie illégale de drogues est due à la pauvreté, l'inégalité des richesses et de revenus, la crise économique, la corruption et la situation géographique.

Un second groupe d'explications se base sur des modèles de crime comme comportement déviant. Ces modèles impliquent que les lois sont les résultats de processus sociaux légitimes et ceux qui les violent sont les criminels qui doivent être punis. Par conséquent, les politiques anti-drogue doivent être répressives.

Un troisième groupe d'explication se base sur le bénéfice généré par son illégalité et sa grande demande internationale. L'assertion selon laquelle quand il y a demande il y a offre est fréquemment utilisée comme raison irréfutable pour la production et le trafic de drogue. Les économistes colombiens qui partagent ce point de vue déclarent que la production de drogue a augmenté dans leur pays comme résultat d'un « choc externe » de la demande de drogue [3].

Selon leur modèle, à la fin des années 60, la Colombie avait des niveaux moyens de criminalité, mais que l'augmentation de la demande internationale de drogue a actionné le développement d'une industrie qui est la cause principale des problèmes actuels du pays. Ce modèle argue que la raison pour laquelle la Colombie produit des drogues est externe et que la seule solution est que le monde les légalise.

La preuve empirique n'étaye pas ces explications. Celles-ci ne disent pas pourquoi la production et le trafic de cocaïne et de pavot/opium/héroïne se concentrent dans peu de pays. Pour que la théorie du comportement irrégulier soit valide, il faudrait accepter que certains pays soient génétiquement plus enclins au crime que d'autres. Les gènes n'expliqueraient pas non plus pourquoi les activités de la drogue varient à travers le temps dans chaque région.

L'argument basé sur la rentabilité ne peut expliquer pourquoi la majorité des pays aptes à la culture et à la fabrication de la cocaïne et de l'héroïne ne le font pas. La coca peut être cultivée dans environ 30 pays et le pavot dans beaucoup plus. La cocaïne et l'héroïne peuvent être fabriquées partout. Si la rentabilité déterminait l'endroit, la Colombie serait un des nombreux producteurs et elle n'aurait pas cet énorme problème des drogues illégales. Les partisans de ce modèle n'expliquent pas pourquoi un « choc externe » touche plus la Colombie que des pays comme l'Équateur, la Bolivie et le Pérou où de grandes organisations de narcotrafic ne se sont pas développées. La Malaisie, l'Indonésie, Taiwan, et les Philippines ont produit et exporté de la coca par le passé mais ils ont cessé de le faire quand cette activité est devenue illégale.

D'autres explications échouent aussi parce que la pauvreté, les crises économiques, l'inégalité et la corruption sont endémiques dans des sociétés qui ne produisent pas de drogues et n'en font pas un trafic. En d'autres termes, si la pauvreté et l'inégalité amenaient à la production de drogues et à un comportement économique criminel, pourquoi une telle conduite est-elle apparue en Colombie dans un moment particulier et pas plus tôt ou plus tard ?

Les explications selon lesquelles les drogues se sont développées parce que le pays était sur la route des sources de production et des marchés-clé ne sont pas valables non plus. Sa

situation géographique n'explique pas pourquoi la Colombie a développé de grands cartels de trafiquants. En outre, quand la différence entre LAB (libre à bord) et CAF (coût, assurances et frets) représentent le double ou dix fois plus, les coûts de transport sont insignifiants. Pour les trafiquants, la minimisation du risque est la question clé.

Indubitablement, s'il n'y avait pas une demande, les drogues ne seraient pas produites. Mais il est certain aussi que s'il n'y avait pas d'offre, personne ne consommerait. Voici des paradigmes valides mais triviaux et incomplets. N'importe quel cours élémentaire d'économie enseigne que la demande et l'offre sont les deux lames d'une paire de ciseaux, toutes deux sont nécessaires pour créer un marché.

La rentabilité est une condition nécessaire mais pas suffisante pour la production de drogues, et malgré cela la majorité des pays qui pourraient les produire ne le font pas. Les Colombiens doivent répondre à la simple question suivante : pourquoi l'élaboration et le trafic de marchandises faciles à produire (cocaïne et héroïne) qui globalement ont été déclarées illégales et qui ne nécessitent pas de grands capitaux ni de main d'œuvre qualifiée, se sont-ils concentrés dans les pays et régions où la norme légale est plus faible et où la morale sociale est permissive face aux activités économiques illégales ?

La Colombie est devenue le centre principal de création et de trafic de cocaïne et le principal fournisseur d'héroïne pour les Etats-Unis parce qu'elle a développé un avantage comparatif pour produire des marchandises et des services illégaux.

Production et narcotrafic

La production illégale de drogue et la carte du narcotrafic mettent en valeur les facteurs qui rendent une société encline à des activités illégales. Les terres semées de coca et de pavot se sont concentrées dans des pays ou régions ayant des groupes ethniques à la marge de la société (Pérou, Bolivie, Myanmar -Birmanie-, Laos et Pakistan), des groupes isolés et marginaux (Thaïlande, Etats-Unis -Appalaches-), et des zones avec un Etat central faible ou avec des conflits et des guerres internes ou externes (Colombie, Afghanistan).

La production et le trafic de drogue ont été contrôlés par des groupes ayant une faible ou aucune loyauté envers l'Etat central, ceux-là mêmes qui sont impliqués dans des conflits armés ou des guerres de libération (Tchéchénie, Myanmar et Thaïlande ; les Crips, les Hell's Angels, et les nouveaux émigrants aux Etats-Unis).

La production d'amphétamines - substituts de la cocaïne - peut se faire n'importe où et même ainsi elle est concentrée dans peu de lieux, où il existe de façon notoire une tolérance sociale à une telle production ou où elle s'impose à travers l'illégalité. Ces lieux incluent la Hollande, la Pologne et le Myanmar et quelques endroits des Etats-Unis.

Les solutions ne viendront pas de l'extérieur

Le monde est profondément prohibitionniste. Les Etats-Unis sont le principal promoteur de cette politique, mais la Suède, tous les pays de l'ancienne Union soviétique, les pays islamiques, la Chine, le Japon, l'Australie, l'Europe de l'Est, l'Afrique sub-saharienne, et la majorité des pays latino-américains le sont tout autant. En Colombie on affirme fréquemment que l'Europe occidentale n'est pas prohibitionniste. C'est faux. Il est certain qu'en Hollande, en Espagne, au Portugal, en Suisse, au Royaume-Uni et au nord de l'Allemagne, la consommation de drogue est perçue plus comme un problème de santé

publique, avec des racines sociales, que comme un problème criminel ; mais ils n'acceptent pas la production et le commerce légal de cocaïne, d'héroïne et d'autres drogues dures.

Le prohibitionnisme du monde a créé trois conventions des Nations unies et une sur le crime organisé. Actuellement une nouvelle convention sur le terrorisme est en cours d'élaboration. Pour légaliser la production et le trafic de drogue, la Colombie devrait renoncer unilatéralement ou modifier substantiellement ces conventions. Cette alternative n'est pas viable.

Seuls quelques groupes politiques faibles proposent aujourd'hui un marché libre pour l'héroïne et la cocaïne. La majorité des propositions sont tournées vers des marchés fermement contrôlés. Le lauréat du prix Nobel Gary Becker, par exemple, a proposé un impôt élevé sur la consommation pour aider au traitement des personnes dépendantes. Dans ce cas, il y aurait un marché noir pour les drogues, qui, quoique moins rentable que l'actuel, pousserait encore les narcotrafiquants colombiens à continuer d'approvisionner le marché avec des drogues illégales.

Les Colombiens affirment fréquemment que le problème de la drogue est mondial et que la solution doit être mondiale. En fait, le problème n'est pas mondial bien qu'il soit international. Les drogues ne touchent pas tous les pays de la même manière. Dans de nombreux pays, ce n'est pas une affaire sérieuse, ni de santé ni de politique. Les suggestions colombiennes pour une législation mondiale doivent être comprises comme le cri d'une société qui se sent écrasée par les problèmes de la drogue. La Colombie ne peut toutefois pas attendre que le monde change tant qu'elle ne peut arrêter la production illégale de drogues.

Le pourquoi des échecs

Les politiques répressives anti-drogue attaquent la rentabilité de la drogue en augmentant les risques et en réduisant les bénéfices. Quelques-unes de ces politiques ont des effets opposés non souhaités parce que quand la rentabilité diminue dans un secteur de la chaîne du commerce illégal, elle tend à s'accroître dans d'autres parties de la chaîne. Par exemple, quand la fumigation aérienne détruit les cultures sur un lieu, elle augmente les bénéfices du trafic et de la culture ailleurs. Les politiques répressives peuvent connaître un succès à court terme dans certains endroits quand le bénéfice diminue. Mais comme la production de drogue et le narcotrafic se concentrent dans des sociétés enclines aux activités illégales, tant que les drogues continuent d'être illégales, les politiques répressives échouent parce qu'elles n'éliminent pas les causes de cette concentration.

Argumenter que la seule solution pour la Colombie est la légalisation mondiale de la drogue implique que tant que les drogues seront illégales, la Colombie devra continuer d'être un centre de production et de trafic de cocaïne et d'héroïne.

Pourquoi la Colombie ?

Pour répondre à cette question il faut expliquer comment et pourquoi s'est développé en Colombie un milieu qui a favorisé la croissance de l'industrie illégale des drogues. Et pour cela il ne faut pas oublier que le comportement humain individuel est limité par des lois explicites et des normes sociales et des contraintes personnelles, lesquelles ont souffert dans ce pays d'une tolérance « maximale ».

L'Etat colombien, et d'autres institutions telles que la famille, l'école, la religion et les groupes sociaux n'ont pas imposé de limites face au comportement individuel mais ont toléré la violation de la loi et des normes sociales. Dans ce pays il y a moins de solidarité civile, de réciprocité et de confiance, et une identité nationale plus faible que dans d'autres sociétés d'Amérique latine.

Une quantité importante de littérature colombienne a essayé d'identifier les obstacles principaux que le pays a affronté au moment de développer et de consolider une identité nationale et un capital social, et ceci le distingue d'autres dans la région [4]. Cette littérature met en évidence les barrières géographiques qui ont empêché les communications et le commerce pendant plusieurs siècles et qui ont amené au développement d'identités régionales fortes, et d'un Etat central faible qui ne collectait pas d'impôts et qui par conséquent restait pauvre.

Ce modèle existait avant la conquête espagnole. Les territoires indigènes étaient des groupes qui se battaient entre eux. Les *conquistadors* qui venaient d'une Espagne encore à l'aube de l'unification renforcèrent ce modèle. La Colombie affronta ainsi les coûts d'intégration les plus élevés d'Amérique latine, et sa géographie aussi a produit les exportations *per capita* les plus basses du continent. L'Etat central avait par conséquent des rentrées fiscales très faibles.

D'autres facteurs ont aggravé cette situation. La campagne de Bolívar pour libérer l'Equateur, le Pérou et la Bolivie a été financée par des prêts étrangers qui ont soumis la Colombie à une dette externe impayable. Ses faibles revenus et économies et donc sa pauvre infrastructure retardèrent son intégration jusqu'en 1920 quand les fonds de la prospérité du café et la compensation états-unienne pour la séparation de Panamá [5] ont été disponibles.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, la Colombie était une collection de régions aux identités, accents et coutumes locales contrôlées par différentes élites locales. L'Etat avait peu de capacité à faire respecter la loi. L'inexistence d'un sentiment de loyauté solide a contribué à la création d'une forte, et même fanatique loyauté envers les deux partis traditionnels, le libéral et le conservateur. Ce fait a été un facteur dominant dans le violent conflit interne pendant les années 40 et 50 du XXe siècle, qui fit 300 000 morts sur une population proche des 13 millions.

La politique et l'idéologie dominante depuis 1819 [année de l'indépendance, ndlr] ont essayé d'isoler le pays des influences non catholiques. La Constitution de 1886 qui fut en vigueur, avec quelques réformes, jusqu'en 1991, a visé à la création d'un Etat catholique hostile à l'immigration. La Colombie a le nombre d'immigrants *per capita*, particulièrement de non catholiques, le plus bas d'Amérique latine. Selon les paroles du l'ex-président Alfonso López Michelsen, la Colombie était le Népal de l'Amérique du Sud.

Mais ce n'est pas seulement cela. Les forces armées n'ont pas réussi à installer une identité nationale. Contrairement au reste de l'Amérique latine, l'armée et les forces de police ont été faibles, elles n'ont pas pu contrôler le territoire et ont eu un statut social bas. Ironiquement, il n'y a aucun général au Congrès, seulement un ex-sergent de police, mais il y a par contre plusieurs ex-guérilleros.

Comme beaucoup d'autres pays en voie de développement, la Colombie a connu de grandes migrations rurales-urbaines, sa particularité est qu'elles furent favorisées par la

violence. Les gens ont été déracinés. Il y a eu aussi une migration rurale vers le rural pour coloniser des régions où l'Etat était peu présent et où la terre n'était pas propice à l'agriculture durable.

Une grande partie du pays est composée de forêts tropicales qui n'ont qu'une couverture fine de sol, facile à détruire avec des procédés productifs à grande échelle ou non respectueux de leur stabilité environnementale. Il ne peut y avoir là de grandes villes. Ceci représente un dilemme pour l'Etat. D'un côté, il est très coûteux d'exercer une souveraineté sur des régions étendues du pays qui ne contribuent pas de manière significative à l'économie légale ; d'un autre côté, les organisations para-étatiques profitent du contrôle de telles zones si celles-ci produisent des récoltes illégales ou fabriquent les drogues.

Par le passé, les gouvernements colombiens ont essayé de d'établir la souveraineté du pays dans des zones éloignées par des traités internationaux avec ses voisins. Ils n'ont pas investi les moyens nécessaires pour garantir les droits de ceux qui vivaient là. Maintenant l'ennemi est intérieur et pas extérieur. L'élite du pays n'est pas prête à assumer les coûts d'une souveraineté véritable dans des zones reculées.

La fragmentation du pays a prévenu les coups d'Etat militaires et de gauche courants dans d'autres pays d'Amérique latine, qui, de façon contradictoire, ont généré l'apparition d'une opposition. La Colombie est le seul pays de la région sans aucune réforme de centre-gauche comme la réforme agraire. Pour ceux qui cherchent un changement social, les guérillas ont été une bonne option.

Une dynamique qui n'est pas étrangère à la violence. Le pays supporte la violence civile depuis le début de la décennie de 1930. Les taux de morts violentes ont été extrêmement élevés. La majorité des Colombiens ont vécu l'expérience d'avoir un parent, un proche ou un ami assassiné. Le stress post-traumatique que tant de Colombiens connaissent est un obstacle important pour le développement d'une résolution pacifique du conflit.

L'économie de la Colombie a augmenté suffisamment à partir de la décennie de 1930 jusqu'en 1999 pour que la population arrive à savoir lire et écrire, que les femmes intègrent la force de travail, et que les infrastructures urbaines, et un peu les rurales, s'accroissent. La Colombie n'est pas aujourd'hui le pays « en retard » d'il y a un siècle. Et elle n'est pas non plus un des plus pauvres d'Amérique latine. Une couche de modernité cache les profonds problèmes qu'accumule une société individualiste à l'extrême, aux institutions et à l'Etat faibles et avec peu de contrôle social du comportement individuel.

Quand la demande internationale de marijuana et de cocaïne a augmenté, la Colombie était prête pour profiter de l'opportunité de la suppléer. Pendant que la production augmentait, la propension à l'illégalité a prospéré conduisant à la prédominance du manque d'honnêteté. La malhonnêteté a gagné un grand espace, à tel point qu'être honnête et agir en total respect de la loi est l'exception.

La complaisance avec l'argent illégal s'est étendue à travers toute la société. L'industrie illégale a l'effet positif d'augmenter à court terme le revenu, mais elle engendre des effets sociaux et politiques négatifs. A la fin des années 70 et au début des années 80, la majorité des Colombiens voyaient dans la cocaïne l'« envoyée de Dieu », qui produisait de la richesse individuelle et un avantage pour l'échange de devises du pays. Aujourd'hui, cette opinion a changé, un segment important de la population voit dans la drogue la source de la plus grande partie des problèmes de leur pays, même si la fragilité sociale est le problème

sous-jacent.

Des solutions de l'intérieur

La réduction de l'économie de la drogue ne peut être atteinte par des politiques répressives traditionnelles. Des changements dans les normes de la société civile sont nécessaires. Il est indispensable de développer la Loi, mais celle-ci doit refléter un large consensus social sur la nature inhérente de la Colombie. La Loi ne peut être imposée d'en haut par une petite élite ou par des étrangers. Le capital social doit générer confiance, réciprocité et solidarité. La Colombie doit apprendre à vivre avec la prohibition internationale de la drogue parce que le monde ne va pas changer pour répondre aux problèmes du pays.

Le premier pas pour que la Colombie se transforme requiert qu'elle accepte la nécessité de changer et d'affronter les activités économiques illégales. Autrement, la société continuera de rendre responsable le monde extérieur et de souffrir des problèmes engendrés par l'illégalité généralisée.

Les changements institutionnels ne peuvent pas être formulés comme une recette universelle. Les réformes dépendent des institutions et de l'histoire particulière de chaque pays. Les faits récents démontrent que l'évolution institutionnelle est possible. L'Union soviétique et ses satellites d'Europe de l'Est et l'Afrique du Sud sont des exemples qui donnent de l'espoir à la Colombie.

Notes:

[1] [NDLR] Situation de marché dans laquelle il n'y a qu'un seul acheteur d'un produit fabriqué par une multitude de vendeurs.

[2] [NDLR] Ce polémique processus de démobilisation des groupes paramilitaires a déjà été l'objet de nombreux articles sur le RISAL, notamment ses derniers développements avec le scandale de ladite parapolitique. Consultez à ce sujet le dossier « Paramilitarisme et parapolitique » : <http://risal.collectifs.net/spip.php ?mot392>.

[3] Alejandro Gaviria, « Increasing returns and the evolution of violent crime : the case of Colombia », *Journal of Development economics* 61 :1 (may 1998), p. 1-25.

[4] Voir par exemple, Hernando Gómez-Buendía, 'La Hipótesis del Almendrón, dans ¿Para dónde va Colombia ?, ed Hernando Gómez-Buendía (Bogotá : TM Editores-Colciencias, 1999) ; María Teresa Herrán, *La Sociedad de la Mentira*, Segunda edición (Bogotá : Fondo Editorial CEREC-Editorial la Oveja Negra, 1987) ; Salomón Kalmanovitz, *La Encrucijada de la Sinrazón y otros Ensayos* (Bogotá : Tercer Mundo Editores, 1989) ; Francisco E Thoumi, 'Some Implications of the Growth of the Underground Economy in Colombia', *Journal of Interamerican Studies and World affaire* 29:2 (Summer 1997), Francisco E. Thoumi, 'The Role of the State, Social Institutions, and social capital in determining competitive advantage in illegal drugs in the Andes', *Transnational Organized Crime* 5:1 (Spring 1999) ; Francisco E Thoumi, *Illegal Drugs, Economy and Society in the Andes* (Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2003) ; et Emilio Yunis, *¿Por qué somos así ? ¿Qué pasó en Colombia ? Análisis del mestizaje* (Bogotá : Editorial Temis, 2003).

[5] [NDLR] Lire à ce sujet Hernando Calvo Ospina, Panamá, un canal à tout prix, *Le Monde diplomatique*, novembre 2004 : <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

[Article original en espagnol](#) : *El Dipló*, édition colombienne du *Monde diplomatique*, n°57, juin 2007.

Traduction : Cathie Duval, pour le RISAL (<http://risal.collectifs.net/>).

La source originale de cet article est [El Dipló, no 57](#)
Copyright © [Francisco E. Thoumi](#), [El Dipló, no 57](#), 2007

Articles Par : [Francisco E. Thoumi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca